

PORTAGE SALARIAL : NOUVELLE VICTOIRE JUDICIAIRE

L'UGICA-CFTC se félicite de l'arrêt rendu le **19 novembre 2010** par la **Cour d'Appel de Paris**, opposant cinq salariés portés, soutenus par notre union de cadres, à Pôle Emploi et l'UNEDIC.

Ces derniers avaient refusé d'indemniser les salariés portés suite à la rupture de leur contrat de travail, estimant que la relation contractuelle les unissant à l'entreprise ITG (Institut du Temps Géré, société de portage membre du SNEPS), n'avait « *pas les caractéristiques d'un contrat de travail* ».

Ces salariés avaient obtenu gain de cause devant le Tribunal de Grande Instance de Paris le 18 mars 2008, mais l'assurance chômage avait interjeté appel du jugement. **La Cour d'appel de Paris confirme le rétablissement dans les droits de ces cinq salariés** en considérant que le portage exercé par ITG, prôné par l'UGICA-CFTC, est en tout point conforme à la législation existante, car malgré l'autonomie dont dispose les portés:

- Les **conditions d'exercice** sont conformes à tout travail salarié (règlement intérieur, sanction disciplinaire, application d'un accord collectif),
- La **rémunération** prévoit un fixe, une partie variable, un salaire minimal conventionnel...,
- ITG exerce bien son **pouvoir de subordination** : choix des missions proposées par le porté, établissement d'un rapport d'activité et pouvoir de sanction disciplinaire.

L'UGICA-CFTC tient à rappeler qu'un **accord collectif a été conclu le 24 juin 2010** entre quatre organisations syndicales et le Prisme (Medef Intérim). Pour pouvoir définitivement **entrer en vigueur** et éviter de devoir saisir les tribunaux à chaque refus de prise en charge de portés par l'assurance chômage, l'ensemble des acteurs doit donc, à son niveau, se saisir de ce dossier.

Ainsi, les **partenaires sociaux au sein de Pôle Emploi** doivent revoir leur politique de rejet quasi systématique des salariés portés et prendre acte de l'évolution conventionnelle et les **pouvoirs publics** s'atteler à deux démarches :

- Poursuivre et faire aboutir **l'extension de l'accord du 24 juin 2010** (avis d'extension publié le 2 octobre 2010),
- Adopter les **modifications législatives** induites par cet accord collectif.

Sur ce dernier point, l'UGICA-CFTC **en appelle à Monsieur Xavier Bertrand**, nouveau ministre du travail, de l'emploi et de la santé afin d'élaborer le projet de loi à ce titre. Rappelons que ce dernier était d'ailleurs intervenu positivement au mois d'avril 2008, alors qu'il occupait ce même poste, afin de doter le portage salarial d'un cadre juridique, par la voie conventionnelle.

Les partenaires sociaux ont pris leurs responsabilités, les pouvoirs publics doivent donc désormais faire de même pour qu'enfin les salariés portés puissent bénéficier d'un statut sécurisé.

Constituée en 1974, l'Union Générale des Ingénieurs Cadres et Assimilés (UGICA) émane de la CFTC. Organisation syndicale s'inspirant des valeurs sociales chrétiennes, elle regroupe les cadres et assimilés de tous secteurs d'activité.

Contacts presse : Simon DENIS, Secrétaire National-Juriste de l'UGICA-CFTC – 01 44 52 49 82